

C'EN EST ASSEZ

Les délégués de Presse du SGLCE, réunis ce lundi 19 novembre 2007, appellent l'ensemble des syndiqués à un arrêt de travail occasionnant la non-parution des titres de Presse quotidienne nationale datés du 20 novembre 2007 pour les quotidiens du matin et du 21 novembre pour les quotidiens du soir, ainsi que le non-traitement des publications aux NMPP.

1. Après le désengagement des NMPP et des éditeurs du système de mutualisation d'impression fax-impres, mardi 13 novembre 2007, la direction des NMPP, où siègent les éditeurs, annonçait sans aucune négociation paritaire son « Défi 2010 » qui tient en trois objectifs :
 - délocalisation ;
 - sous-traitance ;
 - casse des statuts des salariés.

C'en est assez !

Nous exigeons une réunion avec la direction des NMPP dans les plus brefs délais et puisqu'il est bon ton de dresser le cadre des discussions, voici le nôtre :

- pérennité des statuts pour l'ensemble des salariés des NMPP ;
 - existence d'un centre adapté (Combs-la-Ville) au traitement des publications ;
 - présence des ouvriers, cadres et employés dans le nouveau centre de transit des palettes ;
 - maintien des ARM.
2. L'accord de politique salariale prévoyait un rendez-vous en octobre dernier pour déterminer le niveau du dernier palier. Le SPQN fait la sourde oreille à nos nombreuses sollicitations de discussions. Nous cumulons un retard de 1,2 % par rapport aux indices INSEE alors que celui de la FILPAC annonce une perte de pouvoir d'achat de 4,76 %. Le silence est le même lorsqu'il s'agit d'entamer les questions liées à la pénibilité du travail et aux qualifications des emplois.

C'en est assez !

Nous demandons au SPQN d'ouvrir rapidement des négociations sur la politique salariale, la pénibilité du travail et les qualifications des emplois.

3. Le SGLCE considère que les attaques contre les salariés bénéficiant de régimes spéciaux sont la continuité d'une vaste offensive contre le système de protection sociale. Comment parler de sécurité sociale professionnelle si les droits élémentaires à garantir les travailleurs et leur famille contre les risques relatifs à la santé, à la vieillesse, à l'emploi et à la famille sont réduits, voire supprimés ?

De même, la désagrégation programmée des services publics et la volonté de liquider les fonctionnaires concourent à déréguler notre système économique au profit de la seule loi du marché.

Le SGLCE par la non-parution des titres et le non-traitement des publications donne un coup de semonce aux éditeurs.

Le SGLCE demande à ses mandants de participer massivement à la manifestation du 20 novembre 2007, à 14 heures, Place d'Italie, et parallèlement de tenir des assemblées générales dans les collectifs de travail sur l'ensemble de nos revendications.